

CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SITE MA BELLE TRIBU

Version Septembre 2019

A. Préambule	1
B. Utilisation du Site.....	6
c. Présentation et publication des Projets	15
D. Financement des Projets.....	19
E. Règles sur la diffusion de messages sur le Site	25
F. Responsabilités du Site.....	26
G. Dispositions diverses.....	30
H. Protection des données personnelles	33
I. Conditions générales d'utilisation du service S-MONEY	34

A. Préambule

Les présentes conditions générales d'utilisation du site mabelletribu.fr (ci-après le « Site ») décrivent les termes et conditions applicables à l'accès aux Services proposés sur le Site géré par la CASDEN Banque Populaire.

1. Mentions légales

CASDEN BANQUE POPULAIRE, Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable – Siège Social : 1 bis rue Jean WIENER 77420 Champs sur Marne – Siren n° 784 275 778 - RCS Meaux.

La CASDEN Banque Populaire est un établissement de crédit de droit français soumis au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et est également Intermédiaire en Financement Participatif inscrit à l'ORIAS sous le n°: 07 027 138.

2. Finalités du Site

Le Site a pour objet de servir d'intermédiaire entre les Porteurs de

projets et les Contributeurs afin de permettre :

- A tout Porteur de projet de soumettre son Projet en ligne sur le Site (en exposant du contenu textuel, photos et vidéos) en vue de trouver un financement ;
- A tout Contributeur de financer le Projet de son choix par carte bancaire ou par chèque.

3. Définitions

Les définitions ci-dessous ont une signification identique qu'elles soient utilisées au singulier ou au pluriel.

« **Alpes Finance Participative** » : Société par Actions Simplifiée à Associé Unique, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 813 044 989 RCS Grenoble, dont le siège social est situé au 2 avenue du Grésivaudan, 38700 CORENC. La Société a confié à Alpes Finance Participative une partie de la gestion du Site.

« **Carte bancaire** » : désigne toute carte de paiement ou de crédit valable en France et en cours de validité ; elle permet à un Contributeur d'apporter une Contribution à un Projet présenté sur le Site.

« **Compte** » : compte de Monnaie Electronique ouvert par S-MONEY dans ses livres au nom de l'Utilisateur, sur lequel sont stockées les unités de Monnaie Electronique émises ou reçues..

« **Contrepartie** » : avantage qu'un Porteur de projet peut accorder à un Contributeur en échange de sa Contribution.

« **Contributeur** » : toute personne qui s'est inscrite sur le Site et a participé financièrement à une collecte de fonds afin de financer un ou plusieurs Projet(s) de son choix.

« **Contribution** » : fonds collectés auprès d'un Contributeur par l'intermédiation du Site à destination d'un Porteur de projet ayant pour objet le financement d'un Projet.

« **Contribution débitée** » : toute Contribution dont le montant a effectivement été débité du compte du Contributeur et crédité au profit du Porteur de projet.

« **Espace personnel** » : espace en ligne réservé à chaque Utilisateur pour utiliser à la fois les fonctionnalités du Site et le service S-MONEY, accessible sur le Site par la saisie des identifiants personnels que le Site met à sa disposition.

« **Monnaie Electronique** » : valeur monétaire qui est stockée sous une forme électronique, représentant une créance sur l'émetteur (S-MONEY), qui est émise contre la remise de fonds aux fins d'opérations de paiement et qui est acceptée par une personne autre que l'émetteur.

« **Objectif de collecte** » : il s'agit du montant total du besoin de financement défini par le Porteur de projet pour la réalisation de son Projet. Un ou plusieurs paliers intermédiaires peuvent être définis.

« **Période de collecte** » : période pendant laquelle les Contributeurs peuvent financer le Projet de leur choix.

« **Porteur de projet** » : association à but non lucratif soumis à la loi du 1er juillet 1901 ou association d'Alsace Moselle régie par le code civil local de 1908) ou toute personne morale éligible au sociétariat de la CASDEN Banque Populaire selon les critères fixés par les statuts de cette dernière, à savoir les sociétés du réseau Banque Populaire, ou la BPCE ainsi que toute association, tout groupement et généralement toute personne morale, légalement constituée, dont l'activité est au service:

- de l'Enseignement Public, de la Recherche et de la Culture ou de ses membres ;
- des personnels d'un organisme détenu intégralement par des acteurs de droit public notamment :
 - les personnels des fonctions publiques d'état, territoriale et hospitalière,
 - les personnels des établissements publics sous tutelle d'un ministère,
 - les personnels des entreprises publiques détenues intégralement par des actionnaires publics,
- des personnels enseignants des établissements d'enseignement privé sous contrat avec l'Etat, qui s'est inscrite sur le Site dans l'objectif de présenter un ou plusieurs Projets afin de collecter des fonds auprès de Contributeurs en vue de son (leur) financement. Le Porteur de projet donne mandat au Site de collecter en son nom son financement.

« **Profil** » : désigne le Compte et l'Espace personnels de l'Utilisateur.

« **Projet** » : toute initiative présentant un caractère d'intérêt collectif revêtant une dimension laïque et poursuivant un but solidaire ou humanitaire ou culturel ou éducatif ou citoyen ou environnemental ou social, portée par un Porteur de projet.

« **Services** » : l'ensemble des Services proposés sur le Site. Pour les Porteurs de projets les Services ont pour objet de leur permettre de présenter leur Projet sur le Site pour les financer. Pour les Contributeurs les Services ont pour objet de leur permettre de contribuer à des Projets;

« **S-MONEY** » : société par actions simplifiée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 501 586 341 RCS Paris, dont le siège social est sis 168 bis-170 rue Raymond Losserand, 75014 Paris, agréée en France en tant qu'établissement de Monnaie

Electronique. S-MONEY est l'émetteur de Monnaie Electronique et le teneur du Compte de Monnaie Electronique ouvert au nom de l'Utilisateur ;

« **Site** » (ou « mabelletribu.fr ») : site communautaire de financement participatif, propriété exclusive de la Société, dont l'objet est notamment de permettre aux Porteurs de Projets de promouvoir leurs Projets et aux Contributeurs d'apporter leur soutien par les Contributions collectées sur le Site pour la réalisation d'un Projet ;

« **Société** » : la CASDEN BANQUE POPULAIRE, Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, dont le siège social est au 1bis rue Jean WIENER 77420 Champs sur Marne, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Meaux sous le n° 784 275 778 RCS Meaux. La Société exploite le Site et offre aux Utilisateurs la possibilité d'ouvrir un Compte de Monnaie Électronique auprès de S-MONEY, d'acquérir de la Monnaie Électronique émise par cette dernière par l'intermédiaire du Site et d'utiliser la Monnaie Électronique en vue de réaliser une Contribution auprès d'un Porteur de projet.

« **Utilisateur** » : toute personne inscrite sur le Site et ayant donc aussi accepté les présentes conditions générales d'utilisation.

« **Visiteur** » et le « **Visiteur abonné** » : toute personne qui se rend sur le Site pour consulter le contenu et les informations publiés sur le Site sans y être inscrite. Le « Visiteur abonné » désigne un Visiteur qui a renseigné uniquement son adresse mail pour recevoir en automatique la lettre d'informations.

4. Acceptation des Conditions Générales

Les présentes conditions générales d'utilisation (ci-après « Les Conditions Générales ») s'appliquent à l'ensemble des Services proposés par la Société sur le Site et pendant toute la durée d'utilisation du Site.

L'accès ou l'utilisation du Site par un Visiteur, un Utilisateur, un Contributeur ou un Porteur de Projet emporte son acceptation expresse et sans réserve des présentes Conditions Générales.

Les Utilisateurs déclarent prendre connaissance des présentes Conditions Générales du Site intégrant les Conditions Générales d'Utilisation du service S-MONEY accessibles au sein de l'article I des présentes et les accepter en intégralité pour pouvoir bénéficier des Services du Site.

En cas de non acceptation de tout ou partie des présentes Conditions Générales, le Visiteur ou l'Utilisateur renonce à tout usage du Site.

B. Utilisation du Site

Chaque Visiteur et Utilisateur a, de manière générale, pour obligations de :

- respecter les lois et règlements en vigueur,
- se comporter de façon loyale à l'égard de la Société et des autres Visiteurs et Utilisateurs,
- respecter les Droits de Propriété Intellectuelle afférents aux contenus fournis par la Société et les Utilisateurs sur le Site,
- ne communiquer que des données exactes et fidèles relativement à son état civil et ses coordonnées personnelles, et ne prendre aucun engagement pour un tiers.

1. Visite du Site

Le Site peut être visité par toute personne, sans obligation d'inscription. Si le Visiteur veut recevoir des informations sur l'actualité du Site, ou s'il veut être Utilisateur du Site, il doit procéder à son inscription.

2. Inscription au Site

Il appartient à l'Utilisateur de s'assurer de la compatibilité de son

matériel avec les Services proposés sur le Site. Pour accéder aux Services proposés sur le Site, l'Utilisateur doit se doter d'un matériel (ordinateur/ tablette/ smartphone, etc.) équipé d'une connexion à Internet et d'un navigateur compatible. Il fait son affaire personnelle du choix de ses fournisseurs d'accès et du bon fonctionnement de son équipement informatique.

Le Visiteur peut s'inscrire sur le Site et ainsi devenir Utilisateur en remplissant l'ensemble des champs obligatoires figurant dans le formulaire d'inscription disponible sur le Site.

L'Utilisateur s'engage à remplir le formulaire d'inscription en fournissant des informations exactes à la date de l'inscription et à informer la Société de tout changement de ces informations intervenu après l'inscription.

La Société se réserve le droit de supprimer le Profil de l'Utilisateur en cas de violation de ces obligations. Par ailleurs, la Société se réserve le droit de refuser une inscription à tout Utilisateur qui ne remplirait pas les conditions de bonne moralité, et cela sans avoir à en justifier les raisons.

Lorsque les conditions nécessaires à l'inscription sont remplies, l'Utilisateur dispose d'un identifiant (« email ») et d'un mot de passe (ci-après « codes d'accès ») qui sont strictement personnels et confidentiels et qui ne devront pas être communiqués, ni partagés avec des tiers. L'Utilisateur s'engage à assurer la garde et la confidentialité de ses codes d'accès, en évitant toute imprudence pouvant favoriser une utilisation frauduleuse des Services en ligne via mabelletribu.fr. Pour des raisons de sécurité, la Société invite l'Utilisateur à ne pas communiquer à un tiers ses codes d'accès, à se déconnecter de son Profil et à fermer sa session à l'issue de la visite sur le Site, ceci afin d'éviter que toute autre personne ne puisse accéder à ses informations personnelles. La

Société ne demandera jamais à l'Utilisateur ses codes d'accès via un appel téléphonique ou un e-mail non sollicité. Ces codes d'accès permettront la connexion au Profil personnel de chaque Utilisateur

Tout accès, utilisation ou transmission de données réalisé aux moyens des codes d'accès est réputé avoir été effectué par l'Utilisateur concerné.

L'Utilisateur est tenu d'informer la Société dans les plus brefs délais, de toute perte ou usage abusif de ses codes d'accès par tous moyens et à confirmer sans délai à la Société cette perte ou cet usage abusif par lettre recommandée dûment signée par le demandeur, afin que la Société lui attribue un nouvel identifiant et un nouveau mot de passe. La Société interrompra dans un bref délai l'accès aux Services et refusera tout accès sous ces codes d'accès.

Une personne physique peut s'inscrire sur le Site dès lors qu'elle est majeure et a la capacité de contracter telle que définie aux articles 1145 et 1146 du Code Civil. L'Utilisateur représentant une personne morale (entreprise, association ou toute autre entité juridique de droit public ou privé) peut inscrire une personne morale à condition d'être le représentant légal de la structure juridique et/ou déclarer disposer d'une capacité à consentir en agissant au nom de ladite personne morale.

L'Utilisateur s'engage à ne créer aucun autre Compte que celui initialement créé.

Cette inscription permet aux Utilisateurs d'accéder à leur Espace Personnel, de pouvoir ainsi, à leur convenance, effectuer une Contribution pour financer un Projet ou déposer un Projet et être informé des actualités du Site.

3. Inscription à la Lettre d'Informations Ma Belle Tribu

Ce service est proposé en ligne sur le Site et permet à tout Visiteur qui le souhaite de recevoir par mail les informations sur les nouveaux Projets

publiés, l'avancement de Projets, l'actualité du Site. L'accès à ce service nécessite de renseigner son adresse mail. Dans ce cas, le Visiteur devient Visiteur Abonné.

4. Suspension de l'accès au Site

En cas de violation des conditions d'accès au Site et d'utilisation des Services proposés sur le Site, la Société se réserve le droit de suspendre l'accès au Site et l'utilisation des Services aux Utilisateurs concernés unilatéralement et sans notification préalable.

5. Propriété intellectuelle

5.1 Droits de propriété intellectuelle de la Société

Les présentes n'emportent aucune cession d'aucune sorte de droits de propriété, notamment intellectuelle, sur les éléments appartenant à la Société ou ses concédants au bénéfice du Visiteur ou de l'Utilisateur qui s'interdit en tout état de cause tout agissement et tout acte susceptible de porter atteinte directement ou non aux droits de propriété intellectuelle de la Société.

A cet égard, il est précisé que le contenu du Site, la structure générale ainsi que les marques, les dessins, les modèles, les images animées ou non, les textes, les photographies, les logos, les chartes graphiques, les logiciels et programmes, les moteurs de recherche, les bases de données, les sons, les vidéos, les noms de domaines, le design et tous les autres éléments composant le Site ou toute autre information y figurant, sans que cette liste soit exhaustive, sont la propriété exclusive de la Société ou des partenaires ou tiers qui lui ont concédé une licence, et sont protégés par des droits de propriété intellectuelle qui leur sont ou seront reconnus selon les lois en vigueur.

La reproduction de tout ou partie de ce Site, sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse de la Société.

Les documents ne peuvent faire l'objet de copies qu'à titre d'information, la copie étant réservée au seul usage privé.

La violation de l'un des droits d'auteur, à savoir toute reproduction, représentation, diffusion ou rediffusion, en tout ou partie, du contenu de ce Site sur quelque support ou par tout procédé que ce soit de même que toute vente, revente, retransmission ou mise à disposition de tiers de quelque manière que ce soit sont interdites et constitue un délit de contrefaçon passible, aux termes de l'article L. 335-2 du Code de la Propriété Intellectuelle. A ce titre, la contrefaçon en France d'ouvrages publiés en France ou à l'étranger est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende.

De même, toute reproduction totale ou partielle des marques et/ou logos est interdite sans l'accord préalable de la Société, conformément aux articles L. 713-2 et L 713- 3 du Code de la Propriété Intellectuelle. Il en est de même des bases de données figurant au sein du Site dont le contenu est protégé, notamment par les dispositions de la loi n° 98-536 du 1er juillet 1998 relative à la protection juridique des bases de données.

Le Visiteur et/ou l'Utilisateur ne peut en aucun cas utiliser, imprimer ou reformater le contenu du Site à des fins autres que privées ou familiales. Le Visiteur et/ou l'Utilisateur n'est pas autorisé à extraire notamment au moyen d'outils d'automatisation des Projets publiés sur le Site, réutiliser, mettre à disposition du public tout ou partie des données et des bases de données qui composent le Site.

Le droit de reproduction aux termes du Code de propriété intellectuelle ne s'entend qu'aux fins de représentation sur écran monoposte et est strictement réservé à un usage privé. Toute reproduction, distribution ou publication de contenus à usage commercial ou collectif sans autorisation écrite préalable émanant de la Société est interdite.

5.2 Droits de propriété intellectuelle de l'Utilisateur et concession d'une licence d'utilisation

L'Utilisateur est informé que leur diffusion sur le Site ne protège pas ses contenus et qu'il lui appartient de les protéger par ailleurs.

La Société n'acquiert aucun droit de propriété sur le contenu présenté par les Utilisateurs. Dès lors qu'un Utilisateur rend accessible un contenu à d'autres Utilisateurs (individuellement ou par groupe), cet Utilisateur déclare accepter que ceux-ci disposent, à titre gratuit et à des fins exclusivement personnelles, de la faculté de visualiser et partager le contenu de l'Utilisateur sur le Site ou à partir du Site, sur d'autres supports de communications électroniques (notamment, les ordinateurs, téléphones mobiles, tablettes numériques) et ce, pendant toute la durée de l'hébergement du contenu de l'Utilisateur sur le Site.

Si un Utilisateur souhaite donner une autre exploitation, notamment commerciale, au contenu d'un autre Utilisateur, il appartient au premier d'obtenir préalablement de l'Utilisateur dont il souhaite exploiter le contenu les autorisations nécessaires.

En outre, pendant la durée de l'hébergement du contenu du Porteur de projet sur le Site et dans le strict cadre des fonctionnalités permettant de rendre accessible le Site via Internet ou d'autres supports de communications électroniques, l'Utilisateur autorise la Société à reproduire / représenter son contenu et, en tant que de besoin, en adapter le format à cet effet. L'Utilisateur concède à la Société, à titre exclusif et à titre gratuit, pour la durée de l'hébergement du contenu sur le Site et pour le monde entier, le droit d'utiliser, reproduire, d'adapter et représenter, les contributions, les marques, les dessins, les modèles, les images, les textes, les photos, les logos, les productions audio-visuelles, les dialogues, les sous-titres, le générique, les personnages et illustrations éventuelles, les chartes graphiques ou tout autre élément susceptible de faire l'objet d'un droit privatif de propriété

intellectuelle communiqué par l'Utilisateur dans le cadre des présentes (ci-après « *les Contenus* » ou « *le Contenu* »).

Les Contenus publiés sur le Site pourront également être utilisés sur tous supports de communication print ou web de la Société et dans toutes manifestations publicitaires ou promotionnelles liées au présent Site.

Les droits patrimoniaux présentement concédés comprennent :

- pour le droit de reproduction : le droit de reproduire en nombre illimité, dupliquer, de fixer, de publier, d'imprimer les Contenus en tout ou partie, ceci comprenant notamment les captations d'écran et les photographies extraites du Contenu, associée ou non à d'autres Contenus de quelque nature qu'ils soient, de genre identique ou différent, sous toutes formes, par tous moyens et procédés, sur tous supports, tant actuels que futurs, connus ou inconnus et notamment : papiers, presse, vidéo, ou numérique (et notamment, banques d'images, multimédia, cédérom, bornes, internet, intranet).
- pour le droit de représentation : le droit de communiquer les Contenus au public en général ou à des catégories de public en particulier, par tous procédés, intégralement ou par extraits, associée ou non à d'autres Contenus de quelque nature qu'ils soient, de genre identique ou différent, sous toutes formes, par tous moyens et procédés, sur tous supports, tant actuels que futurs, connus ou inconnus et notamment : par affichage (panneaux), vidéo, mais aussi par le biais de supports numériques (et notamment, banques d'images, multimédia, cédérom, bornes, internet, intranet).
- Pour le droit d'adaptation : le droit de numériser, moduler, compresser, digitaliser les Contenus, de convertir le format du fichier incorporant le Contenu, d'adapter le format et la résolution de ce fichier, de recadrer, de redimensionner, de légender, d'adjoindre des sous-titres, de commenter librement les Contenus. Ce droit comprend également la possibilité d'adjoindre au Contenu une musique, une

image fixe ou une séquence d'images animées.

Tout Utilisateur doit s'assurer qu'il détient les droits, notamment de propriété intellectuelle nécessaire à la publication des Contenus qu'il diffuse.

Il est ici rappelé que les Utilisateurs doivent être propriétaires des Contenus et disposer des droits nécessaires pour exploiter et autoriser la Société à exploiter lesdits Contenus.

Les Utilisateurs garantissent que tous leurs Contenus ne portent atteinte à aucun droit des tiers, et ne constituent en aucun cas un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme. Les Utilisateurs garantissent la Société de la jouissance et de l'exercice paisible de tous les droits attachés aux Contenus. A ce titre, les Utilisateurs garantissent la Société contre tout trouble, action, réclamation, opposition, revendication et éviction quelconque provenant d'un tiers qui soutiendrait que le Contenu viole ses droits, ainsi que contre tout dommage ou responsabilité encouru dans l'exercice des droits attachés au Contenu.

6. Responsabilité des Utilisateurs relative au Contenu du Site

Toutes les informations fournies par un Utilisateur dans le cadre des présentes Conditions Générales sont exactes et à jour dans tous leurs aspects significatifs à la date à laquelle elles sont fournies ou, le cas échéant, à la date à laquelle elles se rapportent. L'Utilisateur garantit la Société contre tout recours de toute personne (en ce incluant des Utilisateurs, des Visiteurs, et plus généralement, des tiers) concernant la reproduction et la diffusion de ces Contenus et informations.

L'Utilisateur ne manque à aucune des dispositions légales, réglementaires et administratives qui lui sont applicables et dont le non-respect porterait atteinte à sa capacité à satisfaire à ses obligations au

titre des présentes Conditions Générales. En particulier, l'Utilisateur détient l'ensemble des droits relatifs aux Contenus et aux informations fournis à la Société, aux Visiteurs et aux Utilisateurs.

Les Utilisateurs sont seuls responsables de l'intégralité des Contenus qu'ils transmettent sur le Site et des conséquences qui en résultent. Ainsi, les Utilisateurs garantissent ne pas transmettre de Contenus illicites et notamment, sans que cette liste soit exhaustive, constituant une violation des dispositions relatives aux lois sur la presse et à la protection de la jeunesse, une violation des Droits de Propriété Intellectuelle, une atteinte aux personnes (notamment dénigrement, diffamation, insultes, injures, atteintes à la dignité humaine etc.), au respect de la vie privée, une atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs (notamment, apologie des crimes contre l'humanité, provocation à la commission d'actes de terrorisme et de leur apologie, incitation à la haine raciale, incitation à la haine à l'égard de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur handicap, incitation à la violence, pornographie enfantine, etc.). La transmission desdits Contenus est rigoureusement interdite. En cas d'atteinte aux lois en vigueur, aux bonnes mœurs, aux présentes Conditions Générales ou pour toute autre raison librement interprétée, la Société se réserve le droit d'exclure pour une durée limitée ou de façon définitive les Utilisateurs qui se seront rendus coupables de telles infractions et de supprimer les informations et Contenus litigieux ainsi que les renvois à ces Contenus et informations.

En cas de besoin, l'Utilisateur devra faire figurer la source des Contenus et informations mis en ligne sur le Site.

La Société pourra mettre notamment à disposition des Utilisateurs un forum d'expression sur les Projets exposés par les Porteurs de Projets. La Société n'exerçant pas de modération a priori sur les Contenus, elle n'entend assumer aucune responsabilité rédactionnelle pour les

opinions, les comptes rendus, les conseils, les textes ou pour tout autre contenu échangé dans le cadre des Services. A cet égard, elle se réserve le droit de supprimer immédiatement et sans préavis tout Contenu illicite dans les conditions définies à l'article E des présentes Conditions Générales.

C. Présentation et publication des Projets

1. Définition du territoire Français

Seuls les Projets d'un Porteur de Projet établi sur le territoire Français métropolitain, y compris les Départements d'Outre-Mer mais hors Territoires ou Collectivités d'Outre-Mer, peuvent être publiés sur le Site, cela concerne donc :

- les Porteurs de projet qui sont domiciliés sur le territoire français métropolitain,
- les Porteurs de projet qui sont domiciliés dans les Départements d'Outre-Mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint Pierre et Miquelon, Saint Barthélemy, Saint-Martin).

2. Le Porteur de projet

Le Porteur de projet doit être une association à but non lucratif soumise à la loi du 1er juillet 1901, ou une association d'Alsace Moselle régie par le code civil local de 1908, ou une personne morale éligible au sociétariat de la CASDEN Banque Populaire selon les critères fixés par les statuts de cette dernière et tels que précisés à l'article A. 3 des présentes, qui s'est inscrite sur le Site, sous un Profil de Porteur de projet, dans l'objectif de présenter un ou plusieurs Projet(s) afin de collecter des fonds auprès de Contributeurs en vue de son (leur) financement. Le Porteur de projet donne mandat au Site de collecter en son nom son financement.

Toute personne ayant créé un Profil Porteur de projet donne mandat à la Société de collecter en son nom pour le Projet présenté. Le Profil « Porteur de projet » nécessite de recueillir :

- les statuts de la personne morale datés et signés ou certifiés conformes

- pour les associations, le récépissé de déclaration en préfecture de l'association (ou à défaut un extrait du Journal Officiel ayant publié la déclaration). Si l'extrait du Journal Officiel ayant publié la déclaration date de plus de trois mois, il convient également de recueillir un justificatif d'adresse datant de moins de trois mois (ex: facture, avis d'échéance...)
- une copie recto verso d'une pièce d'identité en cours de validité comportant une photographie de la personne physique, représentant légal de la personne morale ainsi que les pouvoirs permettant d'engager cette personne morale;
- tout document ou justificatif approprié permettant d'identifier, grâce à la copie recto verso d'une pièce d'identité en cours de validité, le bénéficiaire effectif de la relation d'affaires (qui s'entend notamment, au sens des articles L 561-2-2 et R 561-1 et suivants du Code monétaire et financier, soit comme la personne physique qui est titulaire ou a vocation à devenir titulaire de droits portant sur plus de 25% du capital de la personne morale, soit comme la personne physique qui exerce par d'autres moyens un pouvoir de contrôle sur la personne morale ou qui dispose du pouvoir de nommer ou révoquer les membres des organes d'administration, de gestion, de direction ou de surveillance de la personne morale.);
- le cas échéant un extrait Kbis de moins de trois mois du registre du commerce et des sociétés ou la copie de tout acte ou extrait de registre officiel datant de moins de trois mois et constatant la dénomination, la forme juridique, l'adresse du siège social et l'identité des associés et dirigeants sociaux ;
- un justificatif d'activité (compte de résultat de l'exercice précédent, bilan de l'exercice précédent, approbation des comptes annuels, de l'exercice précédent, Prévisionnel financier de l'exercice en cours...);
- un Relevé d'Identité Bancaire d'un compte bancaire ou de paiement

ouvert auprès d'un prestataire de services de paiement situé dans l'Union Européenne ou l'Espace Economique Européen ;

- pour les associations, le cas échéant, un justificatif de reconnaissance du caractère d'intérêt général de l'activité de l'association.

La Société se réserve le droit de réclamer toute autre pièce justificative qu'elle jugerait nécessaire à la création du Profil « Porteur de projet ».

Par ailleurs, d'autres documents pourront être demandés aux Utilisateurs, conformément aux Conditions Générales d'Utilisation du service de paiement S-MONEY accessibles au sein de l'article I des présentes.

3. Présentation du Projet

Le Porteur de projet s'interdit de soumettre tout Projet en infraction avec les lois et règlements en vigueur (cf. l'article B. 6 des présentes Conditions Générales).

Le Porteur de projet est entièrement responsable de la présentation du Projet publiée sur le Site et doit s'assurer notamment que cette présentation ne saurait induire les Visiteurs et Utilisateurs en erreur. Le Porteur de projet reconnaît que la fourniture d'informations trompeuses, incomplètes ou erronées est susceptible d'engager sa responsabilité à l'encontre de la Société, des Visiteurs, Contributeurs et Utilisateurs et assume l'entière responsabilité des conséquences résultant de toute omission ou négligence à cet égard.

Le Porteur de Projet s'engage à ne pas présenter le Projet avec des informations (données, photographies, images etc.) permettant l'identification directe ou indirecte de tiers notamment des tiers mineurs sans leur accord exprès ou celui de leur représentant légal.

La présentation d'un Projet doit notamment préciser l'Objectif de collecte, la Période de collecte, les paliers intermédiaires et

Contreparties éventuels. Le Porteur de projet doit décrire son Projet, remplir toutes les données mentionnées dans le formulaire prévu à cet effet, fournir tous les justificatifs nécessaires et communiquer, si possible, une vidéo de présentation de son Projet de une (1) à deux (2) minutes maximum.

Les caractéristiques et paramètres des Projets apportés par un Porteur de projet, une fois acceptés par la Société et présentés sur le Site conformément aux présentes Conditions Générales, ne pourront plus être modifiés par le Porteur de projet à l'issue de la Période de collecte. Toutefois, le Porteur de projet sera autorisé pendant la Période de collecte et en accord avec la Société, à apporter des modifications au Projet qui ont pour objet d'améliorer la réalisation des objectifs poursuivis par le Projet.

4. Sélection des Projets

Les Projets à publier sur le Site sont sélectionnés notamment selon les critères ci-dessous :

- Le Porteur de Projet doit répondre au critère territorial fixé à l'article C.1 des présentes,
- Le Porteur de Projet doit appartenir à l'une des catégories de personnes morales visées à l'article C.2 des présentes,
- Le Projet doit présenter un caractère d'intérêt collectif, revêtir une dimension laïque et poursuivre un but solidaire ou humanitaire ou culturel ou éducatif ou citoyen ou environnemental ou social.

La Société se réserve le droit d'accepter ou de refuser la publication des Projets sur le Site par une simple notification au Porteur de projet, et sans obligation de justifier sa décision.

La Société pourra demander des modifications relatives aux paramètres du Projet. Si aucun accord relatif à ces modifications n'est intervenu

dans un délai de trente (30) jours à compter de la demande, le Projet sera considéré comme refusé.

En cas de manquement grave aux présentes Conditions Générales constaté au cours de la collecte par le Porteur de projet, la Société pourra interrompre la diffusion du Projet sur le Site. En cas d'arrêt complet exigé, les Contributions éventuelles seront remboursées conformément aux modalités précisées à l'article D.3 des présentes, sans qu'aucun dédommagement ne puisse être exigé par les Contributeurs ou par le Porteur de projet.

5. Promotion sur le Site

Le Porteur de projet autorise la Société à exploiter les informations contenues dans son Projet pour faire la promotion du Projet ou du Site. Le Porteur de projet concède à la Société une licence d'utilisation pour qu'elle puisse utiliser, reproduire, représenter ou adapter le Contenu du Projet, dans le cadre de sa communication, dans les conditions définies à l'article B. 5.2 des présentes Conditions Générales.

D. Financement des Projets

1. Collecte des Contributions

Les Contributeurs peuvent apporter leur Contribution sur un ou plusieurs Projets de leur choix, le montant des Contributions étant défini librement, dans la limite d'un seuil de mille cinq cents euros (1500 €) tant pour les paiements par Carte Bancaire que pour les paiements par chèque.

Le Site permet de proposer aux Contributeurs d'apparaître de façon anonyme dans la liste des Contributeurs à un Projet.

Avant et après le paiement, le Contributeur a à sa disposition sur le Site, un contrat-type. Celui-ci précise l'identité, les adresses et coordonnées des parties prenantes (Contributeur et Porteur de Projet), le récapitulatif

du paiement, ainsi que des informations légales relatives au Site.

2. Règlement par Carte bancaire ou par chèque

Le règlement des Contributions s'effectue par Carte bancaire ou par chèque, ou par tout autre moyen pouvant être proposé par le Site dans le futur.

Pour le paiement par Carte bancaire :

La Société a choisi de faire confiance à S-MONEY pour la gestion des services de monétique par Carte Bancaire.

Pour utiliser le système de paiement par Carte bancaire, le Contributeur accepte les Conditions Générales d'Utilisation de S-MONEY (cf. article I Conditions Générales d'utilisation du service de S- MONEY, mises également à disposition sur le Site).

La Contribution par Carte bancaire est immédiatement débitée du compte bancaire du Contributeur.

Pour le paiement par chèque :

Les chèques doivent exclusivement être établis à l'ordre du Porteur de projet (personne morale) et doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Alpes Finance Participative – Ma Belle Tribu
2 avenue du Grésivaudan
38700 CORENC

Ceux-ci sont conservés par Alpes Finance Participative, agissant pour le compte de la Société, jusqu'à la fin de la période de collecte. Puis, dans le cas de la réussite de la collecte, ils sont adressés au Porteur de Projet dans un délai de huit (8) jours ouvrés pour leur encaissement.

3. Suivi des Contributions et des Projets

La levée de fonds est constatée lorsque la Période de collecte est achevée. Le montant de la collecte est déterminé en tenant compte des éventuelles rétractations des Contributeurs en application de l'article D. 4 des présentes Conditions Générales.

Levée de fonds aboutie :

Une levée de fonds est considérée aboutie si, à la fin de la Période de

collecte, au minimum le premier palier (ou l'Objectif de collecte si la collecte est faite sans palier) est atteint.

En cas de levée de fonds aboutie, les Contributions deviennent irrévocables. Les Contributions collectées sont versées sur le Compte du Porteur de projet, moins les frais et commissions contractuellement prévus, dans un délai maximum de huit (8) jours ouvrés à compter de la date de fin de collecte.

La facture correspondante est communiquée au Porteur de projet et un reçu récapitulatif de sa Contribution est mis à la disposition du Contributeur dans son Espace personnel.

La Société communiquera au Porteur de projet, via son Espace Personnel, le montant de chaque Contribution réalisée à son profit, la date de paiement de la Contribution et, le cas échéant, les données nominatives du Contributeur dans la limite du strict nécessaire à la réalisation du Projet.

Levée de fonds non aboutie :

S'agissant des Projets financés par paliers : une levée de fonds non aboutie est constatée lorsque, à la fin de la Période de collecte, le premier palier n'est pas atteint.

S'agissant des Projets financés sans paliers : une levée de fonds non aboutie est constatée lorsque, à la fin de la Période de collecte, le financement complet n'a pas été atteint.

En cas de levée de fonds non aboutie, le remboursement du Contributeur s'effectuera selon les modalités suivantes :

- si le paiement a été réalisé par Carte bancaire, le remboursement se fera par le crédit de la carte bancaire du Contributeur (celle qui a été utilisée pour le paiement) du montant de la Contribution ; les fonds

seront ainsi reversés directement sur le compte bancaire du Contributeur.

- si le paiement a été réalisé par chèque, le chèque sera renvoyé au Contributeur.

Les Contributeurs et le Porteur de Projet peuvent suivre, pendant la Période de collecte applicable au Projet proposé sur le Site, l'évolution des Contributions collectées dans leur Espace Personnel.

4. Annulation des Contributions

Le Contributeur peut demander l'annulation sans frais de sa Contribution jusqu'à trois (3) jours calendaires de l'échéance effective de la Période de collecte des Contributions. Les modalités de remboursement sont décrites ci-dessus à l'article D.3. La demande d'annulation d'une Contribution est faite par email à contact@mabelletribu.fr.

Passé ce délai la Contribution sera considérée comme définitivement attribuée au Projet, sauf en cas de rejet du paiement lors du débit du compte bancaire du Contributeur ou d'annulation du Projet.

5. Délivrance des reçus fiscaux

Il appartient à chaque Utilisateur de s'acquitter de toute taxe applicable ou impôt associé, que ce soit sur les Contributions collectées par l'intermédiation du Site en tant que Porteur de Projet, ou sur les Contributions apportées par les Contributeurs.

Il appartient à chaque Utilisateur de vérifier son éligibilité à bénéficier de déductions d'impôt sur tout ou partie des Contributions effectuées par l'intermédiation du Site, conformément aux dispositions de la loi française en vigueur.

Les Porteurs de projet habilités à délivrer des reçus fiscaux sont chargés d'établir et de transmettre par l'intermédiaire du Site aux Contributeurs

les reçus fiscaux éventuels.

Les reçus fiscaux émis à la fin de la collecte sont mis à la disposition des Contribueurs directement dans leur Espace personnel.

La délivrance du reçu fiscal ne relève pas de la responsabilité du Site. Toute réclamation relative à la production desdits reçus fiscaux et aux informations y figurant devra être adressée directement par le Contributeur au Porteur de projet.

6. Commission due sur la collecte

En cas de levée de fonds aboutie, la commission est due par les Porteurs de projet et est calculée en pourcentage de la somme finale effectivement collectée grâce au Site et s'élève à huit pourcent (8%) Toute Taxe Comprise de cette somme (ces frais correspondent à la commission de la Société pour le service d'intermédiation et aux frais de transactions bancaires).

7. Taxes applicables et obligations fiscales

Le Porteur de projet s'engage à payer toute taxe et tout impôt résultant de l'opération de financement des Projets réalisés par l'intermédiaire du Site.

Il appartient à chaque Contributeur et Porteur de projet de se renseigner sur ses obligations fiscales découlant de la Contribution et de la collecte des Contributions conformément aux dispositions de la loi française en vigueur.

8. Obligations et responsabilités des Porteurs de projet

Le Porteur de Projet est seul responsable des termes qui le lient avec les Contribueurs dans le cadre des collectes de Contributions par l'intermédiation du Site.

Le Porteur de projet est responsable du traitement fiscal et comptable des fonds collectés via le Site. Il est le seul responsable de la bonne réalisation de son Projet et de la rétribution des Contreparties aux Contribueurs.

La responsabilité de la Société ne pourra en aucun cas être engagée si un Porteur de projet ne respecte pas ses obligations à l'égard de ses Contribueurs.

Le Porteur de projet s'engage également à ne fournir aucune Contrepartie illicite.

Le Porteur de Projet est seul responsable de la réalisation de son Projet. Par conséquent, tout risque que comportent le développement et le déroulement d'un Projet, ainsi que les retards et l'annulation éventuels, sont entièrement pris en charge par le Porteur de Projet.

En cas d'annulation d'un Projet dont l'Objectif de Collecte a été atteint, le Porteur de Projet devra organiser des remboursements à sa seule discrétion et la Société ne saurait être tenue responsable des remboursements des Contributions par l'intermédiation du Site.

9. Offre d'abondement de la Société – Mécénat participatif

Afin de soutenir elle-même des projets d'intérêt général, la Société a mis en place une « offre d'abondement », dans le cadre d'un mécénat.

La Société s'engage ainsi à doubler le montant des dons effectués par les Contribueurs au profit du Porteur de projet, selon le principe : un (1) euro versé pour la campagne est égal à un (1) euro abondé par la Société, soit deux (2) euros versés au Porteur de projet, **dans la limite d'un montant maximum de mille (1000) euros et dans la limite du montant total du projet** ainsi que dans les conditions suivantes :

- le Porteur de projet doit être un organisme d'intérêt général au sens de l'article 238 bis du Code Général des Impôts et avoir obtenu de la Direction des Services Fiscaux un rescrit fiscal confirmant le caractère

d'intérêt général de son activité et son habilitation à recevoir des soutiens matériels et/ou financiers sous forme de mécénat d'entreprises ou de particuliers et à délivrer aux donateurs des attestations ouvrant droit à la réduction d'impôt visée à l'article 238 bis du Code Général des Impôts ;

- le versement de l'abondement par la Société au profit du Porteur de Projet ne pourra être effectué qu'à la fin de la Période de collecte et uniquement sous réserve que :

- le Porteur de projet ait signé préalablement un contrat de mécénat avec la Société,
- le premier palier soit au minimum atteint,
- le Porteur de projet ait fourni à la Société un justificatif correspondant à l'étape du projet à financer.

Le versement se fera alors par virement sur le compte du Porteur de projet dont il devra fournir à la Société le Relevé d'Identité Bancaire.

Ce don ne fera en aucun cas l'objet de la commission de 8 % visée à l'article D.6.

A réception du règlement, le Porteur de projet fera parvenir à la Société un reçu fiscal correspondant au montant du don effectué.

E. Règles sur la diffusion de messages sur le Site

1. Responsabilité des Contenus

Les Utilisateurs, Contributeurs ou Porteurs de projet s'interdisent de poster tout Contenu (quelle qu'en soit la forme : texte, vidéo, image) illicite tel que visé à l'article B. 6 des présentes Conditions Générales ou susceptible d'induire en erreur les autres Visiteurs ou Utilisateurs du Site, ou constituant une fausse déclaration. Ils engagent seuls leurs responsabilités à l'égard des autres Visiteurs ou Utilisateurs, pour les préjudices subis par ces derniers en raison de la nature illicite, inexacte ou trompeuse de ces Contenus.

2. Signalement d'un Contenu illicite

La Société n'exerce pas de modération en amont sur les messages et Contenus mis en ligne par les Utilisateurs, Contributeurs, Porteurs de projet, ou auxquels le Site est susceptible de renvoyer. Elle agit en tant qu'hébergeur au sens de l'article 6 I 2° de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN), et se livre à ce titre à une simple activité de stockage.

Tout Visiteur, Utilisateur, Contributeur ou Porteur de projet doit signaler à la Société tout Contenu manifestement illicite, à l'adresse mabelletribu@casden.banquepopulaire.fr.

3. Droit de suppression de Contenu et Compte Personnel

L'Utilisateur peut, à tout moment, demander à la Société la modification ou la suppression de ses propres messages à l'adresse suivante : mabelletribu@casden.banquepopulaire.fr, en prenant soin d'indiquer les éléments suivants : titre et date de publication du message, identité de l'auteur du message et URL.

La Société se réserve quant à elle la possibilité de supprimer immédiatement, sans notification préalable et sans indemnités, tout Contenu manifestement illicite dont elle a eu connaissance, ainsi que le Compte de tout Utilisateur, Contributeur ou Porteur de projet qui aurait publié le Contenu illicite.

Par ailleurs, en application de l'article 6 I 7° de la LCEN, la Société se réserve le droit de communiquer aux autorités judiciaires, tout élément permettant l'identification de tout Utilisateur ayant posté un Contenu manifestement illicite porté à sa connaissance.

F. Responsabilités de la Société

La Société s'engage à fournir les services conformément aux règles de l'art et aux obligations légales qui sont les siennes.

Elle est uniquement tenue à une obligation de moyens.

A ce titre, la Société ne saurait garantir une quelconque réussite quant aux mises en relation des Utilisateurs, ni ne saurait garantir un quelconque taux de succès des Projets financés.

La Société met tout en œuvre pour offrir aux Utilisateurs des informations et/ou outils disponibles et vérifiés. Pour autant, elle ne saurait être tenue responsable de tout fait qui ne lui serait pas imputable ou intervenant en dehors de toute faute lourde ou dolosive de sa part, notamment des erreurs, d'une absence de disponibilité des informations et/ou de la présence de virus sur le matériel utilisé par les Utilisateurs pour accéder aux Services, de la mauvaise utilisation ou d'un incident lié à l'utilisation de ce matériel, à l'accès à Internet, à la maintenance ou à un dysfonctionnement des serveurs, des interruptions, des délais de transmission des données, des défaillances de l'ordinateur, du smartphone, du modem, de la tablette numérique, de la ligne téléphonique de l'Utilisateur, des serveurs, des fournisseurs d'accès Internet, des opérateurs de téléphonie mobile, des équipements informatiques, des logiciels; de la perte de tout courrier électronique et plus généralement, de la perte de toute donnée, des conséquences de tous virus, bug informatique, anomalie, défaillance technique, de tout dommage causé à l'équipement d'un Utilisateur, de toute défaillance technique, matérielle et logicielle de quelque nature, ayant empêché ou limité la possibilité d'accéder aux Services ou ayant endommagé le système d'un Utilisateur.

Les messages que les Utilisateurs peuvent adresser transitent par un réseau ouvert de télécommunication et peuvent ainsi être interceptés et/ou modifiés, la Société ne pouvant en assurer leur confidentialité. Il est rappelé à cet égard que le secret des correspondances n'est pas garanti sur le réseau Internet et qu'il appartient à chaque Utilisateur de

prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels stockés sur son équipement informatique et téléphonique contre toute atteinte, et de mettre en œuvre, sous sa responsabilité, le(s) solution(s) technique(s) dont le choix lui appartient.

La connexion de toute personne au Site se fait sous son entière responsabilité.

L'Utilisateur est par ailleurs informé que, compte tenu des caractéristiques intrinsèques d'Internet, les données transmises, notamment le Contenu présenté par l'Utilisateur, ne sont pas protégées contre les risques de détournement et / ou de piratage, ce dont la Société ne saurait être tenue responsable, sauf faute lourde ou dol. Il appartient à l'Utilisateur, le cas échéant, de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ces données.

La responsabilité de la Société est exclue en ce qui concerne les dommages ou pertes indirects que l'Utilisateur pourra subir, notamment la perte de profits, la perte de bénéfices, la perte d'usage, la perte ou l'altération de données.

La responsabilité de la Société ne pourra être engagée, sauf faute lourde ou dol, pour tout acte ou omission, inexécution, exécution partielle ou retard dans l'exécution de ses obligations en relation avec le dommage ou la perte subi directement ou indirectement par l'Utilisateur, du fait d'un acte ou d'une omission d'un autre Utilisateur ou de toute autre personne liée à ce dernier.

La Société n'assure aucune mission de conseil auprès des Utilisateurs. A ce titre la Société ne saurait en aucune manière être tenue responsable des conséquences de la Contribution des Contributeurs. En particulier, la Société ne donne aucune recommandation ni ne fournit aucun avis sur les conséquences fiscales pour les Utilisateurs et les Porteurs de

projet. Il conviendra que chaque Utilisateur se renseigne sur ses obligations fiscales découlant de la Contribution et de la collecte des Contributions.

1. Interruption du service, accessibilité du Site

Le Site est accessible, autant que faire se peut, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept.

La Société est tenue à une obligation de moyens en ce qui concerne la continuité des Services du Site. Elle ne peut néanmoins garantir que les Services proposés soient continus, sans interruptions provisoires ou définitives, sans suspensions ou sans erreurs.

Alors même que la Société a effectué toutes les démarches nécessaires pour s'assurer de la fiabilité des informations, logiciels et Services contenus sur le Site, elle ne saurait être tenue responsable d'erreurs, d'omissions, de virus ou des résultats qui pourraient être obtenus ou être la conséquence d'un mauvais usage de ceux-ci.

Le Visiteur, ou l'Utilisateur déclare et garantit qu'il connaît parfaitement les caractéristiques et les contraintes d'Internet en acceptant les présentes Conditions Générales.

Le Site se réserve le droit d'interrompre les Services, sans encourir de responsabilité, pour assurer les nécessaires prestations de réparation, de maintenance, d'actualisation de données ou d'évolution. La Société, afin de maintenir l'exactitude des informations diffusées sur le Site, se réserve ainsi le droit d'en corriger le contenu, à tout moment et sans préavis.

2. Force majeure

La Société et les Utilisateurs ne seront pas tenus pour responsables, ou considérés comme ayant failli au titre des présentes, en cas de retard ou

inexécution, lorsque leur cause est liée à un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code Civil, tel que défini par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

G. Dispositions diverses

1. Convention de preuve

Les échanges entre la Société et les Utilisateurs se feront principalement par courrier électronique.

Aussi, l'Utilisateur reconnaît et accepte que les échanges par email avec la Société par le biais du Site fassent foi entre eux et reçoivent la même force probante qu'un écrit manuscrit.

L'Utilisateur reconnaît que la saisie de ses codes d'accès personnels vaut consentement aux opérations qu'il demande sur le Site.

Du commun accord entre la Société et l'Utilisateur, l'acceptation en ligne des Conditions Générales a la même valeur probante que l'accord sur support papier.

Les registres informatisés et conservés dans les systèmes informatiques de la Société seront conservés dans des conditions raisonnables de sécurité et considérés comme les preuves des communications intervenues entre les parties. Elles font foi jusqu'à preuve du contraire.

L'archivage des documents contractuels est effectué sur un support fiable et durable pouvant être produit à titre de preuve.

2. Absence de conflits d'intérêt

La Société s'assure qu'il n'existe pas de situation de potentiel conflit d'intérêt au regard des Projets en recherche de financement, impliquant un dirigeant, collaborateur ou proche de ceux-ci.

Un dirigeant ou collaborateur de la Société est autorisé à contribuer en son nom propre au financement d'un Projet.

3. Réclamations - Médiation

Toute demande d'information ou réclamation relative au fonctionnement du Site devra être adressée en premier lieu à l'équipe « Ma Belle Tribu » de la CASDEN :

- par courrier électronique : mabelletribu@casden.banquepopulaire.fr

- par téléphone en appelant l'équipe Ma Belle Tribu au numéro suivant : 01 64 80 38 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h),

Si la réponse apportée en premier lieu ne vous paraît pas satisfaisante, vous avez la possibilité de vous adresser en second niveau à la Direction Satisfaction Sociétaires et Qualité de la CASDEN Banque Populaire, service Réclamations :

- Par téléphone au 09 74 75 01 77

- Par courrier à envoyer à l'adresse suivante : CASDEN Banque Populaire - Service Réclamations/ Ma Belle Tribu - 77447 Marne-La-Vallée Cedex 2.

Dans le cadre de notre démarche qualité, nous nous efforcerons de vous répondre sous dix (10) jours ouvrables. A défaut de réponse dans les dix (10) jours ouvrables, vous recevrez un courrier d'accusé de réception de votre demande.

Toutefois si une analyse plus approfondie de votre dossier est nécessaire et entraîne un dépassement de délai, nous nous engageons, sauf cas très particulier, à répondre dans un délai qui ne devrait pas dépasser deux mois (à compter de la date de réception de votre réclamation).

En dernier recours, si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée par notre service ou en cas d'absence de réponse dans les deux mois, vous pouvez saisir le médiateur à la consommation choisi par l'association Financement Participatif France dont notre Site « Ma Belle Tribu » est membre - MEDIATION-NET Consommation :

- Sur le site de la médiation www.mediation-net-consommation.com

(onglet dédié aux consommateurs) ;

- Par courrier : MEDIATION-NET Consommation, 34 rue des Epinettes 75017 Paris.

La solution proposée par le Médiateur ne s'impose pas aux parties, qui restent libres à tout moment de sortir du processus de Médiation.

La médiation de la consommation :

- ne s'applique qu'aux Contributeurs personne physique ;
- est limitée aux relations entre financeurs (Contributeurs) et plateformes (le Site), à l'exclusion des relations avec un Porteur de projet ou un Prestataire de Services de Paiement.

A défaut de solution amiable, la partie la plus diligente saisira les Tribunaux compétents.

Pour plus de précisions, consultez le site de la médiation www.mediation-net-consommation.com (voir également [la charte de la médiation « Médiation Net Consommation »](#)).

Pour tout litige relatif à un contrat de vente ou de service en ligne, vous pouvez accéder à la plateforme de Règlement par voie extrajudiciaire des Litiges en Ligne (RLL) sur le site <http://ec.europa.eu/consumers/odr/>

4. Loi applicable et litiges

Les présentes Conditions Générales sont régies par le droit français.

A défaut d'un règlement à l'amiable entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution des présentes Conditions Générales, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents.

5. Divisibilité, intégralité des clauses et renonciation

Si une ou plusieurs stipulations des présentes Conditions Générales, sont déclarées nulles ou caduques, la validité des autres stipulations n'est pas remise en cause.

Si la Société ne se prévaut pas, ponctuellement, de l'une des stipulations des présentes Conditions Générales, cela ne vaut pas renonciation par la Société de s'en prévaloir ultérieurement.

6. Modification et cession

La validité des présentes Conditions Générales s'applique dès leur publication sur le Site et cela jusqu'à leur modification par la Société. La Société se réserve le droit de modifier ou supprimer unilatéralement et sans préavis les Services proposés sur le Site.

La Société se réserve le droit de modifier les présentes Conditions Générales sans préavis en publiant les nouvelles Conditions Générales sur le Site.

Les Utilisateurs seront informés de modifications par courrier électronique. Le fait, pour l'Utilisateur de continuer à utiliser le Site après l'information relative à la modification des Conditions Générales emporte acceptation de ces Conditions Générales.

Toutes les informations contenues sur le Site sont susceptibles d'être modifiées à tout moment, compte tenu de l'interactivité du Site, sans que cela puisse engager la responsabilité de la Société.

La Société se réserve le droit de céder au tiers de son choix tout ou partie de ses droits et obligations ou de se substituer tout tiers pour l'exécution des présentes Conditions Générales, ce que l'Utilisateur accepte sans réserve.

H. Protection des données personnelles

Pour en savoir plus sur la gestion de vos données et de vos droits par Ma Belle Tribu, vous pouvez consulter notre notice d'informations sur la protection de vos données personnelles.

Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et de vos droits par S-MONEY, vous pouvez consulter l'article 18 des Conditions générales d'utilisation du service S-MONEY accessibles au

sein de l'article I ci-dessous.

I. CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE S-MONEY